



**PEACEBUILDING FUND
PAGE DE GARDE DU DOCUMENT DE PROJET**

<p>Intitulé du Projet:</p> <p>Éducation à la Citoyenneté et Promotion de la Culture de la Paix pour la Coexistence Pacifique dans les communautés et les écoles (ECPCPCP)</p>	<p>Agences NU bénéficiaire: UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture) UNHCR (Haut Commissariat des Nations pour les Réfugiés) UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)</p>
<p>Contact:</p> <p>UNESCO Benoit SOSSOU Rue 1778, près de la compagnie de sécurisation des diplomates, BP 12909 Yaoundé, Cameroun Tél : (237) 22 20 35 48 Fax : (237) 22 20 35 49 Email : b.sossou@unesco.org</p> <p>UNHCR Aminata GUEYE Avenue de l'Indépendance, Bangui, RCA Tél : (236) 72 22 56 10 ou 70 13 22 01 Email : GUEYE@unhcr.org</p> <p>UNICEF Tanya CHAPUISAT 1 Rue Joseph Degrain Brazza, BP 907 Bangui, RCA Tél : (237) 75 50 12 50 Email : tchapisat@unicef.org</p>	<p>Partenaire(s) d'exécution:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche • Ministère de la Communication du Civisme de la Réconciliation Nationale et du Suivi du Dialogue • Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Arts et de la Culture • Ministère des Affaires Sociales et de la Famille • ONGs Nationales et Internationales, Associations et Opérateurs Culturels
<p>Numéro du Projet :</p>	<p>Zones d'intervention: Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran</p>
<p>Description du Projet</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Formation à la citoyenneté d'au moins 1 000 enseignants (dont 350 Encadreurs de Proximité) du F1 et F2 de l'ENI/ENS dans les zones de conflits et de post-conflits 2. Promotion de la culture de la Paix par la mobilisation et la responsabilisation des communautés artistiques, intellectuelles, des associations des jeunes et des opérateurs culturels à la promotion de la culture de la paix en vue d'aboutir à la réconciliation nationale. 3. Coexistence pacifique parmi les populations, par la 	<p>Coût Total du Projet : USD 1 834 330</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribution UNESCO :10 000 • Contribution UNHCR : 110 081 • Contribution UNICEF/CERF : 214 249 • Contribution du PBF : 1 500 000 • Contribution du Gouvernement : • Autres contributions : <p>Montant demandé : USD 1 500 000</p> <ul style="list-style-type: none"> • UNESCO : 500 000 • UNHCR :500,000 • UNICEF : 500,000

promotion de la culture de la paix, la tolérance, le dialogue social et la communication inter- et intra-communautaire.

4. Facilitation et rétablissement de l'accès à une éducation inclusive de qualité pour environ 17 000 enfants dans 53 écoles dans l'Ouham.

Date de démarrage estimée et durée des projets : Octobre 2010
Durée : 18 mois

Score pour le Genre : 2

Domaine Prioritaire PBF et Résultats:

Axe prioritaire 3 : Pôles de développement et revitalisation des communautés affectées par les conflits :

Résultats : Les jeunes (filles et garçons) sont sédentarisés dans leurs zones d'origine ; Les communautés sont responsabilisées dans le maintien de la paix ;

Les populations vulnérables (enfants associés aux forces et groupes armés, les femmes ; les victimes de VSBG, etc.) ressentent les dividendes de la paix dans leur milieu ;

Les élèves éduqués dans la citoyenneté. Ils serviront de relais vers leurs communautés en qualité de messagers de la paix. ; la cohésion sociale intra et intercommunautaire est renforcée au niveau des autorités administratives et locales, leaders, chefs traditionnels, organisations féminines et de jeunesse, les associations et ONG, les antennes de réconciliation nationale ; les groupes armés et les chefs politiques des zones retenues sont formés, mobilisés et adoptent des comportements responsables en matière de promotion de la paix, de renforcement de la cohésion sociale et de coexistence pacifique.

Extrants et activités clés

Extrant 1 : Information et sensibilisation des parties prenantes (Elèves, enseignants, parents d'élèves, délégués et chefs d'antennes de réconciliation, leaders d'opinion, des associations des jeunes et des femmes sur le projet, l'approche éducation à la citoyenneté et promotion de la culture de la paix.

Extrant 2 : Réalisation et production des guides, supports de communication et de formation, les livrets, fiches d'information, les films éducatifs, les œuvres artistiques à l'attention des enseignants et des artistes

Extrant 3. Formation des élèves, les enseignants, les délégués, les chefs d'antenne de la réconciliation et les leaders d'association des jeunes, les facilitateurs régionaux, les autorités locales, les leaders communautaires, les groupes armés et les femmes.

Coprésidents du Comité de Pilotage Mixte

<p>S.E. Mme. Sahle-Work ZEWDE Représentante Spéciale du Secrétaire Général</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p>	<p>S.E. Sylvain MALIKO Ministre d'Etat au Plan, à l'Economie et à la Coopération Internationale</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p>
<p>Agence(s) NU bénéficiaire</p>	<p>Partenaire(s) d'Exécution :</p>
<p>Benoît SOSSOU Directeur du Bureau Multi pays de l'UNESCO</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p>	<p>Ambroise ZAWA Ministre de l'Éducation Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p>
<p>Aminata GUEYE Représentante de l'UNHCR</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p>	<p>Fidèle NGOUANDJIKI Ministre de la Communication, du Civisme, de la Réconciliation Nationale et du Suivi du Dialogue</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p>
<p>Tanya Chapuisat Représentante de l'UNICEF</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p>	<p>Aurélien Simplicie ZINGAS Ministre de la Jeunesse, des Sports, des Arts et de la Culture</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p> <hr/> <p>Bernadette SAYO Ministre des Affaires Sociales et de la Famille</p> <p>Signature</p> <p>Date & sceau</p>

1. Analyse de la situation et contexte

La République Centrafricaine (RCA) est un pays politiquement et économiquement instable avec une pauvreté chronique. La RCA, et particulièrement les préfectures du nord, a connu une décennie d'instabilité politique caractérisée par une succession de mouvement de rebelles et de milices locales. On estime à environ 300 000 le nombre des personnes déplacées suite à des violences, dont 138 000 ont trouvé refuge dans les pays voisins notamment le Cameroun et le Tchad et environ 162 000 sont déplacés internes.

Ces années d'instabilité sociopolitique couplées à la fragilisation de l'appareil d'état, les conflits armés et le déplacement des populations ont entraîné une destruction des infrastructures sociales de base, déjà sous développées et négligées, et une augmentation de la pauvreté des familles réduisant considérablement l'accès aux services sociaux de base, en particulier l'accès à l'éducation et la santé et en diminuant également les mécanismes sains de subsistance.

En 2009, la situation humanitaire s'est dégradée avec l'apparition de foyers de conflits armés dans le nord du pays. Les tensions sociales exacerbées, surtout ethniques ont affaibli le tissu socio-économique du pays. La situation demeure inquiétante quant à l'émergence de nouvelles zones d'insécurité dans l'Est de la RCA, dans le Haut Mbomou où les bandes armées de la Lord's Resistance Army (LRA) pillent, tuent et saccagent tout sur leur passage conduisant ainsi les autochtones à des déplacements internes. Le reste du pays n'en demeure pas épargné, parce que exposés à de fréquents actes de vandalisme perpétrés par les coupeurs de routes appelés «zaraguina».

En matière d'éducation, l'accès à l'éducation faible en générale a été aggravé lors du conflit ce qui pose un risque supplémentaire notamment pour les enfants dans la mesure où l'accès à un cadre protecteur n'est pas ou plus assuré. Dans le même temps, des efforts conséquents ont été mis en place par UNICEF et ses partenaires afin d'assurer l'accès à l'éducation pour les enfants et les communautés affectés par le conflit. En partenariat avec CARITAS, JRS, NRC, ACTED, DRC, IRC, Triangle et COOPI, des programmes d'éducation en situation d'urgence ont été mis en place dans toutes les zones de nord-est/centre/ouest.

L'enquête menée à travers le Rapport d'Etat du Système Educatif National (RESEN), établit que les taux de scolarisation sont stagnants depuis 15 ans. Le taux net de scolarisation est de 63% dans tout le territoire on observe que les filles ont moins accès à la scolarisation primaire que les garçons. L'effectif d'élèves encadre par un enseignant influence fortement la qualité de l'enseignement. Sur le territoire national on observe aussi un ratio de 95 élèves/maitre. Ce problème se trouve conjugué à un manque de places assises de 280 727. (Ministère de l'Education National 2008-2009). Seulement 44% des enseignants sont qualifiés pour enseigner (idem).

En fin, le pays s'éloigne résolument des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Dans les 53 écoles du triangle Batangafo, Kabo, Ouandago, déjà appuyées par DRC, par exemple, seuls 16 enseignants sont des fonctionnaires de l'Etat, formés et qualifiés, tous les autres, 277, sont des parents choisis par leur communauté pour devenir enseignants, sans aucune formation de base et pour beaucoup d'entre eux avec seulement le niveau primaire. La scolarisation des filles est encore plus problématique, sur 277 enseignants volontaires, 9 sont des femmes. Sur 16 146 enfants scolarisés, seulement 6 022 sont des filles, et la plupart ne termine pas le cycle primaire (DRC – rapport interne du projet 2010).

A ce jour, la RCA compte 1 590 écoles du Fondamental 1 (F1) et 2 (F2) environ, pour un effectif de 8 000 enseignants. Dans la perspective du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), les PTFs et notamment l'UNESCO ont appuyé le Ministère de l'Éducation à élaborer la stratégie de son secteur qui a retenu l'attention des bailleurs. C'est ainsi que le Fonds Catalytique du Fast Track Initiative (FTI) a octroyé un important don de 37,8 millions de dollars mobilisés sur le fonds catalytique pour la relance

du système éducatif. Mais Le nord qui a pourtant un besoin énorme en infrastructures ne sera pas servi, car les constructions ne concernent que le sud du pays.

En matière de promotion de la culture, de la paix et de réconciliation nationale, les conflits émergents survenus dans la Bamingui Bangoran, Vakaga, et le Haut Mbomou ont détérioré la cohésion sociale. Cette situation est d'autant plus sérieuse et préoccupante de telle sorte que les attentes des populations des zones de conflits et de post-conflits sont fortes et nécessitent le soutien de la communauté internationale pour apaiser les tensions sociales.

L'effort de la communauté internationale auquel allusion a été faite ci-haut, s'est matérialisé par la signature de l'accord de paix du 21 Juin 2008 et l'organisation du Dialogue Politique Inclusif (DPI) dont les effets n'ont pas fondamentalement modifié l'environnement sécuritaire du pays. Les bruits de bottes et d'importants déplacements des populations continuent à être enregistrés. C'est ainsi que l'on assiste à des conflits armés dans les régions du nord du pays entretenus par les groupes armés centrafricains ainsi que les hommes de la LRA qui sèment la panique dans le Haut Mbomou. Au plan des tensions communautaires, 500 Centrafricains ont traversé le fleuve Oubangui en février 2009 pour se réfugier au RDC, de même que des groupes ethniques s'entredéchirent dans la Vakaga. Des localités telles que la préfecture de l'Ouham Pendé qui a accueilli un grand nombre de personnes déplacées pourrait devenir un foyer de tensions si des mesures appropriées ne sont pas prises pour mettre en place un mécanisme de règlement pacifique des conflits.

L'UNESCO, l'UNHCR et l'UNICEF proposent un programme intégré pour les Préfectures des l'Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, et Haute-Kotto pour favoriser l'accès à une éducation de qualité pour la promotion d'une culture de respect des droits humains et la dynamisation d'une dialogue communautaire sur la Citoyenneté et Promotion de la Paix pour la Coexistence Pacifique (ECPCPCP). Il s'agit de préparer les enfants qui sont les citoyens de demain à être capables d'affronter sereinement l'avenir dans la paix et la tolérance.

Justification du Projet

UNESCO

De même que dans son mandat, l'UNESCO s'est fixé pour objectif à long terme « la mise au point d'un système complet d'éducation et de formation à la paix, aux droits de l'homme et à la démocratie, à la tolérance, à la non violence et à la compréhension internationale, qui s'adresse à tous les groupes de population et embrasse tous les niveaux d'éducation, qu'elle soit formelle ou non formelle. » Avec la normalisation de la vie démocratique, l'UNESCO voudrait contribuer à la refondation sociale et citoyenne de la RCA. A ce sujet, des activités de recherches entreprises avec l'appui technique et financier de l'UNESCO ont été menées. Le document de l'étude sur «la spécificité des conflits en RCA » a été validé et érigé en document de référence. Dans ce document, les grandes lignes de la stratégie nationale d'action en matière d'éducation à la paix, aux droits de l'homme et au dialogue interculturel ont été aussi validées. Ensuite des curricula et guides pédagogique du F1et F2 ; des écoles normales ont été élaborés et validés lors d'un atelier organisé à Bangui, du 10 au 12 Avril 2008.

Pour ce faire, il convient d'intégrer dans le système des modules d'enseignement sur l'éducation aux droits de l'homme, à la paix et au dialogue interculturel, de même que la formation des enseignants et formateurs ; des pairs éducateurs des clubs scolaires avec l'implication de tous les acteurs au développement ; de la société civile dans l'élaboration ainsi que la mise en œuvre des programmes d'activités. Cet enseignement va être véhiculé à travers les TIC pour atteindre un large public.

La pertinence de l'utilisation des TIC, sous forme d'enseignement à distance dans le cadre de la formation des enseignants et des pairs éducateurs repose sur plusieurs atouts dont dispose le pays. Il a été constaté que la population centrafricaine dispose

d'une culture relativement développée de l'utilisation de la radio. C'est ce qui justifie les différents appuis que l'UNESCO apporte en ce moment, notamment dans le développement des radios communautaires surtout dans les zones d'insécurité et dans la redynamisation de la radio éducative du Ministère de l'Éducation Nationale.

En effet, cette forme d'enseignement utilisant les outils élaborés par les nationaux eux-mêmes avec l'appui de l'UNESCO (CD rom interactifs, émissions radiophoniques), offre l'avantage d'atteindre en un temps plus réduit et à un coût raisonnable, une masse importante d'enseignants sur tout le territoire centrafricain, y compris les zones difficiles d'accès. Les outils conçus à cet effet serviront à pérenniser les acquis de la formation au niveau des écoles, des centres pédagogiques et des écoles normales.

L'utilisation des TIC dans l'enseignement à distance pour la formation continue des enseignants est une des recommandations fortes des Ministres de l'éducation de la CEMAC, soutenues par les Chefs d'États Africains au sommet d'Addis Ababa en février 2010.

La formation à distance est également encouragée par l'UNESCO depuis 2009, à travers le renforcement des capacités des experts nationaux de la CEEAC dont la RCA fait partie.

Ce faisant, il ne reste qu'à faire de l'éducation à la paix, aux droits de l'homme et au dialogue interculturel une réalité dans le système tant formel, informel et non formel de l'éducation en Centrafrique.

En ce qui concerne le système non formel, la promotion de culture de la paix est l'un des mandats importants de l'UNESCO. Elle encourage le développement d'une culture de la paix à travers les attitudes et les comportements d'une culture de la paix, y compris la résolution pacifique des conflits, par le dialogue, le développement du consensus et la non-violence.

L'UNESCO accorde ainsi une place importante à la culture de la paix en Afrique à partir des priorités dégagées dans sa stratégie à mi-terme 2008-2013 telle que la constitution le dit en son article (34/4) : « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il convient d'élever les défenses de la paix. » C'est pourquoi en 2006, l'UNESCO a mis en place un projet intitulé « Culture de quartier » en vue de mobiliser les communautés à « bannir la haine et créer une réconciliation nationale véritable » entre les populations de Centrafrique, après les multiples crises que le pays a connues.

Cet effort de consolidation de la paix en Centrafrique a continué en 2008 avec la mise en place du projet dénommé « expression et réconciliation » dont les réalisations ont été bénéfiques à la consolidation de la paix en RCA. Au regard des résultats positifs enregistrés, la continuation et la consolidation des acquis de ce projet est fortement recommandé pour permettre au pays d'accéder à une réconciliation véritable et durable

UNHCR

L'UNHCR, suite à ses différents contacts avec les populations affectées par les conflits, les autorités locales et les groupes armés et aux différents forums de discussions organisés au profit des femmes dans les zones ciblées, s'est proposé de répondre aux requêtes des différentes parties rencontrées et s'est doté d'un financement de 110 000 dollars pour commencer le programme. Malheureusement les ressources de l'UNHCR sont loin de lui permettre de mettre en œuvre ce projet dans sa globalité.

En attendant d'avoir ce financement, l'UNHCR a déjà démarré sur fonds propre ce projet par la sensibilisation des autorités locales civiles et militaires et la formation des facilitateurs d'ateliers communautaires. Il va commencer les activités au niveau de deux (02) préfectures notamment la Nana Gribizi et l'Ouham Pendé. Avec le financement demandé, l'UNHCR et ses partenaires pourront assurer une réponse globale, non

seulement dans la partie Nord du pays mais aussi de toutes les autres préfectures affectées par les conflits notamment la Bamingui Bangoran et l'Ouham.

Les mêmes messages et stimulations des valeurs humaines sont passés au niveau de la communauté et des preneurs de décision, donc se répercutent au niveau des comportements au sein de la famille, du quartier, du village, des lieux de travail donc du pays tout entier.

Étant facilité par des centrafricains à différents niveaux de responsabilité, ce projet créera ainsi une harmonie et les mêmes réflexes pacifiques de part et d'autre. Étant intégrés aux structures nationales, communautaires et locales dès le début (facilitateurs recrutés au sein de la communauté locale), la pérennité du projet en sera assurée par l'expertise laissée sur place.

Ce projet agit en synergie avec les différentes négociations menées par le Ministre de l'Administration du Territoire et le Ministre de la Communication, du Civisme, de la Réconciliation Nationale et du Suivi du Dialogue dans la Nana Gribizi, l'Ouham Pendé, la Bamingui Bangoran, conjointement avec le BINUCA. La synergie avec les différentes séances d'informations sur les droits de l'homme et les principes directeurs menées par les Nations Unies et les ONG auprès des groupes armés renforcera le message de respect des droits des personnes. Par ailleurs le projet contribue à mieux équiper les comités de sensibilisation à la paix mise en place par le Ministère de la Communication en charge du dialogue.

Fort de tout ce qui précède, le financement du projet « Éducation dans la Citoyenneté et Promotion de la Culture de la Paix pour la Coexistence Pacifique » est nécessaire pour consolider la paix en Centrafrique.

UNICEF

En période de conflits et post-conflits, l'éducation détient un rôle crucial à jouer tout d'abord pour redonner des repères, un sens de normalité et de stabilité et un espoir à des enfants victimes de l'impact psychosocial des conflits. Continuer à assurer l'accès à l'éducation est un outil essentiel de protection des enfants qui offre un environnement surveillé et protégé et transmet des connaissances et des compétences importantes pour le développement normal de l'enfant et pour la survie dans un environnement ayant subi des bouleversements

2. Cadre Logique

UNESCO

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables/Cibles	Moyens de vérification	Principales hypothèses
<p>Objectif global de consolidation de la paix :</p> <p>Contribuer à la mise en place d'un environnement favorable à la paix, à la démocratie, au respect des droits humains, à la cohésion sociale et à la réconciliation nationale pour une coexistence pacifique dans le milieu scolaire et dans les communautés</p>	<p>1 000 enseignants formés</p> <p>600 pairs éducateurs formés.</p> <p>05 délégués et 18 chefs d'antennes de réconciliation nationale des cinq préfectures retenues, formés</p> <p>5 000 élèves touchés par la formation</p>	Rapports d'activités	<p>Conflits intercommunautaires et conflits armés</p> <p>Situation sécuritaire calme. Accès aux zones ciblées pour la mise en œuvre des du projet.</p>
<p>Objectifs immédiats :</p> <p>1. Rendre effective l'éducation</p>	<p>150 écoles ont introduit l'éducation à la citoyenneté (droits de l'homme, paix,</p>		<p>Engagement du Ministère sur l'application des</p>

à la citoyenneté (droits de l'homme, paix, dialogue interculturel) au niveau d'au moins 150 écoles primaires, secondaires et normales de la RCA en vue de promouvoir la culture de la paix	dialogue interculturel) Nombre d'élèves touchés		curricula validés
2. Renforcer l'éducation à la citoyenneté, (droits de l'homme, paix, dialogue interculturel) en milieu scolaire par la mise en œuvre de la paire éducation au niveau de 30 écoles du secondaire et normale	Au moins 50 activités de sensibilisation organisées par les pairs au niveau des écoles		
3. Promouvoir la culture de la paix et renforcer la cohésion sociale dans les cinq (05) préfectures affectées par les conflits	Au moins 05 délégués et 18 chefs d'antenne de la réconciliation nationale assurent la promotion de la culture de la paix et renforcent la cohésion sociale		Engagement du Ministère sur le respect du contenu du guide de formation
RESULTATS			
Objectifs immédiats 1			
<u>Résultat 1.1</u>			
<ul style="list-style-type: none"> Les parties prenantes sont sensibilisées sur l'approche « enseignement à distance » utilisant les TICS dans la formation des enseignants, des pairs éducateurs dans le domaine de la citoyenneté (droits de l'homme, paix, dialogue interculturel) 	<p>Nombre d'acteurs</p> <p>Nombre de sensibilisations</p> <p>Effectifs des formés</p>	Rapport de suivi des activités Rapport des inspections pédagogiques Rapport de missions de suivi de DG de la réconciliation	Engagement du Ministère
<ul style="list-style-type: none"> Les parties prenantes sont sensibilisées sur l'importance de la paix et de la cohésion sociale 	Nombre et types de modules de formation		Engagement de toutes les parties prenantes
<u>Résultats 1.2</u>			
Les supports de formation des enseignants, les livrets élèves et fiches d'information pour les enseignants sont conçus et produits	Types de supports conçus Nombre de livrets	Supports de formation et fiches d'information sont produits	Situation sécuritaire calme
Des films éducatifs ; des œuvres artistiques (bandes dessinées, contes, créations musicales et théâtrales) ; des guides et supports de communication seront reproduits		Des films et les créations artistiques sont diffusés	Situation sécuritaire calme
<u>Résultat 1.3</u>			
1 000 enseignants de l'enseignement fondamental I, II et normal sont touchés par la formation à distance et	Équipements pour la formation à distance conçus, élaborés et validés	Rapport de formation	Situation sécuritaire calme

disposent des compétences pour dispenser les thèmes relatifs à la citoyenneté			
Au moins 05 délégués et 18 chefs d'antenne de la réconciliation nationale assurent la promotion de la culture de la paix et renforcent la cohésion sociale	Fournitures de bureau pour les sessions de formation sont disponibles	Rapport de mission de suivi de la DG de la réconciliation	Situation sécuritaire calme
<u>Résultats 1.4</u> Les activités du projet sont exécutées, suivies et évaluées	Les moyens d'action sont mis à disposition des antennes Réunions d'avancement et revues sectorielles organisées	Rapports et C.R disponibles	Situation sécuritaire calme
Objectifs spécifiques 2 <u>Résultat 2.1</u> Les supports de formation des pairs éducateurs sont conçus et produits	Nombre de supports produits	Rapports et C.R disponibles	Situation sécuritaire calme
Des films éducatifs, des œuvres artistiques, des guides et supports de communications sont reproduits	Nombre de films Nombre de guides	Rapports et C.R disponibles	Situation sécuritaire calme
<u>Résultat 2.2</u> Au moins 600 pairs éducateurs sont touchés par la formation à distance et disposent des compétences pour assurer la pair éducation dans le domaine de la citoyenneté Au moins 05 délégués et 18 chefs d'antenne de la réconciliation nationale assurent la promotion de la culture de la paix et renforcent la cohésion sociale	Nombre de pairs éducateurs formés Nombre de délégués d'antennes formés Nombre Chefs d'antennes formés	Rapports et C.R disponibles	Situation sécuritaire calme

UNHCR

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables/Cibles	Moyens de vérification	Principales hypothèses
Objectif global de consolidation de la paix : Renforcement de la cohésion sociale intra et inter communautaire	Changement d'attitudes et de comportements des populations, règlement pacifique des conflits.	Rapports d'activités, d'évaluation, enquêtes sur le terrain auprès des autorités et des populations	Situation sécuritaire calme. Accès aux zones ciblées pour la mise en œuvre des du projet.

<p>Objectifs immédiats :</p> <p>Promotion de la culture de la paix et de la tolérance et à l'établissement des mécanismes permanents pour le dialogue social, la communication inter et intra communautaire pour faciliter la coexistence pacifique parmi les populations.</p>	<p>Réduction des conflits, des cas d'agressions et vengeances, règlements de compte, de différends inter ethniques observée.</p>	<p>Les chefs de quartiers, Commissariats, les postes de gendarmerie, et les tribunaux ; succès des négociations politiques. Conclusion des négociations sans prise d'armes ou recours à la violence</p>	
<p>Résultats attendus :</p> <p><u>Résultat 1 :</u></p> <p>Les modules, les matériels et équipements pour la formation sont disponibles pour le démarrage des activités du projet.</p>	<p>5 000 exemplaires des modules de formation sont disponibles ; 2 photocopieuses avec accessoires achetées pour les sessions de formation ; 4 rétroprojecteurs avec accessoires disponibles ; 4 ordinateurs portables acquis pour les sessions de formation ; 4 groupes électrogènes de 2kva achetés ; 16 flipcharts achetés ; Fournitures de bureau pour les sessions de formation sont disponibles</p>	<p>Les sessions de formation se déroulent normalement selon le chronogramme prévu.</p> <p>Inventaire physique des équipements achetés.</p>	<p>Insuffisance des ressources demandées pourrait compromettre la réussite du projet</p>
<p><u>Résultat 2 :</u></p> <p>Les autorités locales, les leaders communautaires, les leaders d'opinion, les populations sont informés et sensibilisés sur les opportunités, les objectifs, les résultats de ce projet et mieux outillés en vue d'une paix durable et d'éviter des règlements violents des conflits durable</p>	<p>1 session de formation de haut niveau par groupe organisée pour les FACA, les mouvements politico militaires, les leaders communautaires, le comité du dialogue, et les organisations politiques</p>	<p>Agendas et rapports de sessions de formation, feuilles de présence, enquête auprès de chaque entité formée, rapports d'évaluation des participants et des formateurs</p>	<p>Disponibilité des preneurs de décision et ceux impliqués dans les discussions politiques</p>
<p><u>Résultat 3 :</u></p> <p>Des facilitateurs sont identifiés au sein des cellules régionales de sensibilisation à la paix mises en place par le Ministère de la Communication, et formés au programme comme facilitateurs des sessions destinées à la communauté, puis appuyés à conduire les formations</p>	<p>60 facilitateurs identifiés et formés sur les modules d'éducation pour la paix pour faciliter les sessions de formation ;</p>	<p>Les facilitateurs formés sont opérationnels, agendas et rapports des sessions de formations ; feuilles de présence pour suivi et évaluation ; Elaboration de rapports de formation ; Nombre d'attestations délivrées</p>	

<p>Résultat 4 : Des sessions de formation sont organisées au profit des autorités locales, des leaders, des communautés, des groupes armés et des chefs politiques, des associations des jeunes et des femmes et des populations en général.</p>	<p>144 sessions de formation organisées touchant 4 220 personnes ; Arrêt au recours à la violence ; Aboutissement pacifique des négociations ;</p>	<p>Agendas, rapports de session de formation, feuilles de présence et rapports d'évaluation des participants et des facilitateurs etc. Rapports des chefs des quartiers, commissariats et postes de gendarmerie sur la gestion des conflits et le nombre des plaintes déposées, cas d'agression, de violences comparativement avant les sessions de formation</p>	<p>Mise en œuvre des plans développés.</p>
<p>Résultat 5 : Les populations s'approprient les connaissances acquises durant les sessions de formation et en font usage dans le règlement pacifique des conflits</p>	<p>Au moins 75 % des personnes touchées par ces sessions de formation utilisent les connaissances acquises pour le règlement pacifique des différents</p>	<p>Diminution du nombre de plaintes devant les tribunaux, dans les commissariats et postes de gendarmerie ; Diminution des clashes ethniques</p>	

UNICEF

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables/Cibles	Moyens de vérification	Principales hypothèses
Objectif global de consolidation de la paix :			
Promouvoir une culture de paix au sein des communautés en assurant un accès équitable à une éducation de qualité dans un environnement protecteur pour tous les enfants, filles et garçons, dans la Préfecture de l'Ouham.	Augmentation de l'accès à l'école pour les enfants vulnérables et les filles	Statistiques scolaires, rapport visites	Pré condition: Sécurité et stabilité politique; campagnes sensibilisation et information sur la dynamique du projet; mobilisation des groupes cibles; coordination avec les partenaires sur le terrain, Les prix du carburant reste stable, le niveau de sécurité permet le déroulement normal des activités; la bonne collaboration et appui des autorités locales
	Renforcement des capacités des autorités locales sur la cohabitation pacifique et protection des enfants	TDR de formation Fiche d'émargement Pré/Post Test Rapport de formation	
	Amélioration les environnements scolaires	Rapport d'activité et d'Evaluation, visites sur le terrain, Rapport mensuel de DRC	
Objectifs immédiats :			
Objectif 1 : <u>Accès à l'éducation</u>	Taux brutes et net de scolarisation	Statistiques scolaires,	Conditions Externes à réaliser pour atteindre le résultat attendu: le niveau de sécurité permet le déplacement des membres pour participer aux formations et le transport de matériel; les membres sont
Augmenter l'accès à une éducation inclusive dans un	Nombre des écoles réhabilitées	pourcentage des filles, Rapports des missions de suivi et	

environnement d'apprentissage protecteur de 53 écoles du triangle Batangafo, Kabo, Ouandago de la Préfecture de l'Ouham.	Nombre des écoles dotés d'une quantité suffisante de matériels didactiques et fournitures scolaires	d'entretien avec MP, APE, élèves (MEN, DRC, UNICEF), Registres de présence, Rapport de formations, location salles, fiche de présences,	suffisamment impliqués et motivés durant les formations; les membres des groupes contribuent au bon déroulement des formations. Disponibilité suffisante du matériel et équipement scolaires. Implication des autorités locales et du Ministère de l'Education.
Objectif 2 : <u>Qualité d'enseignement et d'apprentissage</u> Renforcer la qualité de l'enseignement et d'apprentissage dans les 53 écoles du triangle Batangafo, Kabo, Ouandago de la Préfecture de l'Ouham.	Nombre des formations délivrées	Rapport d'activités du projet, contrat pour la livraison de matériel, contrat de construction, fiche de livraison de matériel, liste participants aux clubs des enfants, programme mensuel des activités de sensibilisation	
	No des maitres-parents formes sur la cohabitation pacifique, droits de l'enfant		
	pourcentage de fréquentation des filles		
	No des élèves touches par séances de formation sur la cohabitation pacifique.		
Objectif 3 : <u>Capacités locales</u> Renforcer les capacités locales (communautés, autorités éducatives, jeunes, enfants, femmes) pour assurer la pérennisation des activités scolaire et du système éducatif.	No des Clubs des enfants créés au sein des écoles ciblées.		
	No des membres des APE formes sur la gestion et suivi des AGR		
Objectif 1 : <u>Accès a l'éducation</u>	70% des enfants en âge scolaire de la zone sont inscrits dans les 53 écoles dans les sous préfectures de Batangafo et Kabo dont % des filles inscrites	statistiques scolaires, Collecte de données, livres de présence, Rapports de DRC	Conditions Externes à réaliser pour atteindre le résultat attendu: le niveau de sécurité permet le déplacement de l'équipe et la mise en œuvre des activités et transport matériel
Résultat 1.1 : Le taux d'inscription des garçons et des filles en âge d'être scolarisés est augmenté	50 % des enfants issus des groupes défavorisés clés identifiés (enfants handicapés et OEV) sont inscrits dans les	Entretien avec jeunes, enfants, communauté, APE, MP, UNESCO	Les communautés, APE, MP, enfants et jeunes sont motivés.

	53 écoles dans les sous-préfectures de Batangafo et Kabo		
	5 écoles sont réhabilitées		
	matériel scolaire est distribué dans 53 écoles		
Objectif 2 : Qualité d'enseignement et d'apprentissage	75% des maîtres parents formés mettent en place des méthodes participatives et centrées sur l'enfant et intègrent dans l'enseignement des sujets liées à la protection des enfants, cohabitation pacifique et éducation à la paix	Rapports des formations et rapports des activités	Les MP sont en mesure d'appliquer ce qu'ils ont été enseignés
Résultat 2.1 : La qualité d'enseignement et d'apprentissage sont améliorées.	Les MP adhèrent au Code de Conduite et au règlement intérieur de l'école	Développement de Code de Bonne Conduite	La sécurité reste stable dans les zones du projet
	Approx 17 000 enfants touchés par les thèmes liés à la protection et éducation à la paix	Type et qualité d'activités qui favorisent le bien-être de l'enfant et de la communauté	Les MP donnent des cours réguliers
	Le taux de fréquentation atteint 80% au total et 40% pour les filles	Statistiques scolaires et liste de présence de formation des enfants	Des pratiques culturelles et travaux domestiques n'empêchent pas les enfants d'aller à l'école
	75% des enfants témoignent d'une amélioration de leur environnement d'apprentissage		
	Les taux de fréquentation et d'achèvement de la scolarité primaire augmentent de 25%		
Objectif 3 : Capacités locales	100% des écoles ont une APE fonctionnelle et formée sur la gestion scolaire et AGR	Rapports de DRC	Bonne motivation et organisation des APE et communautés, collaboration des parents
Résultat 3: Les communautés, enseignants, jeunes et enfants ont mis en place des structures et	170 membres des APE sont formés sur la gestion des écoles, la collecte et la gestion des fonds, gestion et suivi des	Rapport analyse de marche et capacités APE	

activités qui favorisent le bien-être mental, émotionnel et physique des enfants et promouvaient une culture de cohabitation pacifique	AGR, la sécurité des écoles et la protection des enfants.		
	30 APE mettent en place des AGR	Entretien avec APE et MP	
	Nombre des maîtres parents pris en charge par les revenus générés par les APE	Photos montrant des AGR mis en place	
	Nombre des clubs des enfants	programme activités des clubs	

3. BUDGET DU PROJET

UNESCO

CATEGORIE**	Article	Prix de l'Unité	Nombre d'Unités	COÛT TOTAL
1. Provisions, Produits, équipements, transport Conception et production des supports didactiques		157 512	1	157 512
2. Personnel (staff, consultant et voyages) Sensibilisation		95 705	1	95 705
3. Formation des partenaires Formation des enseignants et des élèves, des délégués et chefs d'antenne de la réconciliation		106 073	1	106 073
4. Contrats Contrat de diffusion avec les médias		7 000		7 000
5. Autres coûts directs		101 000	1	101 000
Sous-total				467 290
Frais de gestion ***				32 710
TOTAL				500 000

CATEGORIE**	Article	Prix de l'Unité	Nombre d'Unités	COÛT TOTAL
1. Provisions, Produits, équipements, transport	Photocopieuses	3 500	2	7 000
	20 cartouches d'encre	300	10	3 000
	Papiers glacés pour les certificats	3	5 000	15 000
	Rétroprojecteurs et accessoires	3 000	4	12 000
	Ordinateurs portables	1 800	4	7 200
	Groupe électrogène de 2kva	1 500	4	6 000
	Rames de papiers	12	750	9 000
	Blocs notes	3	5 000	15 000
	Boîtes de stylo	15	150	2 250
	Markers	1	100	100
	Registres	50	75	3 750
	Dossiers à rabats	3	5 000	15 000
	Flip chart (tableau de conférence)	300	8	2 400
	Impression des certificats de fin de formation	2	1 500	3 000
	2. Personnel (staff, consultant et voyages)	Consultant national	1 500	12 mois
Consultant international		6 000	3 mois	18 000
Billet d'avion aller retour consultant international		3 000	1	3 000
Publication avis de vacance de poste des consultants		1 000	2 parutions dans les journaux	2 000
3. Formation des partenaires	Briefing de 3 jours sur le programme aux partenaires dans les zones d'interventions	612.5	8 zones	4 900
	Formation de 60 facilitateurs	1 500	6 jours	9 000
	Indemnités des 60 facilitateurs	USD 300 x60 pers	12 mois	216 000
4. Contrats <i>y compris compagnies, services professionnels, octrois</i>	Traduction en français des modules de formation	4 750	2 pers	9 500
	Impression/multiplication des modules de formation	9	5 000 exemplaires	45 000

5. Autres coûts directs				
6. Mission de suivi/évaluation du programme et son impact sur les populations	Location de véhicules pour les missions	140	125 jours	17 500
	Carburant pour les véhicules	1.56	9 801.28 litres	15 290
	Frais de mission de l'équipe (10 pers)	USD 30 x 10 pers	28 jrs	8 400
Sous-total				467 290
Frais de gestion *** 7%				32 710
TOTAL				500 000

UNICEF

CATEGORIE**	Article	Prix de l'Unité	Nombre d'Unités	COÛT TOTAL
1. Provisions, Produits, équipements, transport	Fournitures et matériels didactiques de 53 écoles	57 035 ,00	Forfait	57 035,00
	Réhabilitation des 5 écoles	11 600	10 écoles	116 000,00
	AGR des APE pour la prise en charge des MP	1 000	30 kits	30 000,00
	Appui aux 3 chefs de secteur scolaires de Batangafo, Kabo et Batangafo II, (fournitures de bureau, carburant pour les motos remis par l'UNICEF)	1 000	3	3 000,00
	Matériels pour les clubs des enfants (IEC, matériels récréatifs pour les matchs inter écoles	5 800	Forfait	5 800,00
	SUB TOTAL			211 835,00
2. Personnel (staff, consultant et voyages)	Staff international			
	Chargé du programme	4 400	6 mois	26 400
	Chargé du Programme Protection (Bangui)	4 400	3 mois	13 200

		Staff national salaires et bénéfices		
	Superviseur Education (2)	800	10 mois	8 000
	Agents Communautaires (4)	1 000	11 mois	11 000
	Staff Pédagogique d'appui (8)	280	11 mois	3080
	Consultant IGA (1)	825	5 mois	4 125
	Drivers (2)	275	9 mois	2475
	Assistant Admin.Fin. (1)	550	9 mois	4 950
	Assistant logistique (1)	550	9 mois	4 950
	SUB TOTAL			78 180,00
3. Formation des partenaires	Formation de volontaires (250)	7 900	4	31 600,00
	Formations des APE (171)	6 000	5	30 000,00
	Transport – MEN aux ateliers	1 500	Forfait	1 500,00
	Fournitures pour les formations	6 200	Forfait	6 200,00
	Supervision conjointe MEN et DRC s	9 000	Forfait	9 000,00
	SUB TOTAL			78 300
4. Contrats	Location de véhicules, carburant pour le transport de tables – bancs, tableaux noirs, matériels didactiques	6 000	2	12 000,00
	SUB TOTAL			12 000,00
5. Autres coûts directs	Entretien Véhicule maintenance	1 000	12 mois	12 000,00
	Location de la base	1 000	10 mois	10 000,00
	Véhicule 4x4	50 000	Forfait	50 000,00
	Communication	1 500	6 mois	9 000,00
	Fournitures de bureau	3 975	Forfait	3 975,00
	Visibilité	2 000	Forfait	2 000,00
	SUB TOTAL			86 975,00
Sous-total				467 290
Frais de gestion *** 7%				32 710
TOTAL				500.00

Contribution des agences

UNICEF : 214, 249.00 \$

Cette contribution du CERF va permettre à DRC d'exécuter un projet d'éducation en urgence et de protection des enfants contre les abus et violence, et pour soutenir la continuité de l'éducation dans le triangle Batangafo, Moyenne Sido, Ouandago.

UNHCR : 110,081 \$

Les 110,000 Dollars représentent la contribution du HCR pour faciliter le suivi de la mise en œuvre par nos agents des bureaux de terrain de Poua et Kaga Bandoro et la coordination au niveau du Bureau de la Représentation à Bangui. En plus du suivi c'est de ce montant que nous payons présentement la traduction des documents, il a aussi servi à payer la mission de l'expert qui a facilité déjà les premiers ateliers de formation des formateurs il y a quelques mois.

UNESCO : 10 000 \$

Les 10 000 USD de l'UNESCO serviront à des missions des experts.

4. Arrangements de gestion et de coordination

Arrangements de mise en œuvre :

Les activités du projet seront mises en œuvre en partenariat avec les départements ministériels impliqués, les autorités éducatives locales, les ONG, les associations et les organisations de la société civile. Des experts tant nationaux qu'internationaux seront mis à contribution pour aider à la mise en œuvre des activités du projet.

Au plan stratégique, le projet est placé sous la tutelle technique conjointe de l'UNESCO, l'UNHCR, et de l'UNICEF.

Au plan financier, les fonds du projet seront gérés par l'UNESCO, l'UNHCR, et l'UNICEF selon les procédures de décaissement spécifiques de ces agences. Les organismes nationaux, les prestataires de services qui recevront les fonds pour la mise en œuvre des activités rendront compte de leur gestion aux agences à travers les rapports dont le canevas sera établi de commun accord avec le soumissionnaire.

Supervision des projets

La supervision et le suivi des projets seront assurés par un comité regroupant les différents départements ministériels. La mission de cette structure est de superviser la mise en œuvre du projet, faciliter les négociations nécessaires avec les entités appelées à intervenir dans le projet. Le comité de pilotage se réunit une fois par trimestre. Au niveau planification et programmation, les trois agences vont se réunir tous les trois mois afin de promouvoir l'échange d'information et partager les *best practices*.

Suivi et Évaluation

Le suivi/évaluation du projet est placé sous la responsabilité des trois agences, en partenariat avec le Secrétariat Technique du Fonds de Consolidation de la Paix (FCP).

Le suivi adéquat et l'évaluation régulière du projet se feront à travers les rapports d'activités et financiers établis tous les trois (03) mois par l'équipe de gestion et de coordination du projet en collaboration avec les agences.

Pour une bonne évaluation des résultats atteints, la situation de référence, constituant la base de départ de l'évaluation, sera définie pour chaque zone des projets. Cela permettra de mesurer plus facilement les progrès réalisés, les difficultés et les modifications nécessaires dans la mise en œuvre.

Le projet sera suivi et évalué dès la mise en place des premières activités par le comité de suivi, le Ministère de l'Éducation Nationale, le Ministère de la Communication, le Ministère de

la jeunesse et des Sports, le Ministère des Affaires Sociales, l'UNESCO, l'UNHCR, et l'UNICEF. Le mécanisme mis en place vise 4 objectifs :

- Assurer la qualité dans la mise en œuvre du projet par une supervision des activités et des visites de terrain (progrès réalisé, écart entre les activités réalisées et les objectifs, utilisation des fonds)
- Evaluer l'impact des formations et les réadapter au public concerné si nécessaire.
- Proposer de nouvelles orientations des activités et de la stratégie du projet sur la base des évaluations et des observations réalisées (sur la base des rapports, évaluations et visite de terrain).
- Mettre en exergue toutes difficultés dans la mise en œuvre des activités afin de pouvoir prendre des décisions rapide et flexible.

Le plan de suivi portera sur le plan d'opération, plan de travail annuel, cadre de suivi (indicateurs de performance qui découlera du cadre logique) et d'un suivi financier qui constitueront les mécanismes de bases. En outre, les agences UN bénéficiaires doivent s'assurer que le plan remplit les conditions du PBF M&E au niveau global, comme détaillé dans le Plan Prioritaire.

5. Analyse de risques et hypothèses

L'insécurité qui règne dans l'arrière pays et l'inaccessibilité à certaines zones d'interventions du projet pourraient compromettre la mise en œuvre et le suivi/évaluation des activités planifiées.

Le plus grand risque encouru par le projet est la reprise généralisée des hostilités et de l'insécurité à une échelle qui interdirait mêmes des interventions humanitaires. Si les risques pour la sécurité du personnel devenaient trop élevés, des alternatives pourraient être utilisées (déménagement temporaire des sites du projet et installation provisoire dans un autre site A modifier pour que le budget soit moins de USD 500,000 plus sécurisé)

Type de risques	Description	Mesures/Options Stratégiques
Risques sociopolitiques localisés	La dégradation de la situation sécuritaire pourrait limiter les actions sur le terrain pour l'ONG, réduire la confiance des populations, provoquer des mouvements internes et externes des populations (PDIs et réfugiés) Cette dégradation pourrait entraîner la suspension ou l'arrêt d'une partie ou de la totalité des activités.	Maintenir le projet <i>de facto</i> (même si des interruptions d'activités ponctuelles sont envisageables. Prévoir une évacuation temporaire et/ou réinstallation temporaire dans un site proche sécurisé
Risques naturels/ Environnementaux	La saison des pluies pourrait contredire l'agenda des formations.	Réorganisation de l'agenda.
Socio/Culturel	Faible implication et appropriation des populations et des autorités locales.	Mener des ateliers participatifs et des campagnes de sensibilisation de manière continue et en responsabilisant la communauté.

UNESCO

Du: Octobre 2010

A: Mars 2012

Activité	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	Organisme de mise en œuvre
----------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----------------------------

Résultat 1:

Les parties prenantes sont sensibilisées sur l'approche « enseignement à distance » en utilisant les TICs dans la formation des enseignants, des pairs éducateurs dans le domaine de la citoyenneté (droits de l'homme, paix, dialogue interculturel)

Les parties prenantes sont sensibilisées sur l'importance de la paix et de la cohésion sociale

1.1.1 Constitution d'un noyau dur de cadres dans le domaine de la paix pour porter le projet	■																		MEN MCCRNSD UNESCO
--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------------------------

1.1.2 Sensibilisation des décideurs à tous les niveaux sur l'importance de l'utilisation des TIC pour la formation à distance dans la formation continue des enseignants et des pairs éducateurs. Sensibilisation des autorités administratives et locales, les Leaders, les Chefs traditionnels, les organisations féminines et de jeunesse, les associations, les ONGS et les antennes de réconciliation nationale des zones retenues sur l'importance de culture de la paix et de la cohésion sociale	■	■	■																MEN MCCRNSD MJSAC UNESCO ONGs
---	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---

1.1. 1.1.3. Ateliers de formations et de recyclage des délégués et des chefs d'antennes de la réconciliation nationale	■	■	■																MCRNCSD UNESCO
--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------------------

				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■				
--	--	--	--	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	--	--	--

Résultat 1.2 :

Les supports de formation, les livrets élèves et fiches d'information pour les enseignants sont disponibles.

Les films éducatifs sont montés et réalisés ; les œuvres artistiques (bandes dessinées, contes, créations musicales et théâtrales) ; des guides et supports de communication sont reproduits

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

ACTIVITES																			
------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

1.2.1 Atelier de formation d'un noyau dur de cadres pour l'écriture du didacticiel	■	■	■																MEN MCCRNSD UNESCO
--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--------------------------

Préparation intellectuelle,	■	■	■																MJSAC MCCRNSD
-----------------------------	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	------------------

culture de la paix et renforcent la cohésion sociale															
ACTIVITES															
1.3.1 Choix des écoles.	■	■	■												MEN
1.3.2 : Organisation des campagnes d'information sur la culture de la paix par les délégués et Chefs d'antennes de réconciliation nationale dans les préfectures retenues						■	■	■	■	■	■	■	■	■	MCCRNSD UNESCO UNICEF
1.3.4. Notification du Ministère aux structures décentralisées		■	■	■											MEN
1.3.5. Information/formation des encadreurs de proximité sur les techniques d'utilisations des outils et remise des kit (équipements; curricula, livrets, CD Rom)				■	■	■									MEN UNESCO UNICEF
1.3.6. Session d'information des enseignants au sein des réunions pédagogiques statutaires sur la nouvelle modalité de formation.				■	■	■									MEN UNESCO UNICEF
1.3.7. Contrat avec radio télévision scolaire et ses partenaires (radio nationale, communautaires, etc....)				■	■	■									UNESCO
1.3.9. Formation des enseignants au sein des écoles				■	■	■									MEN UNESCO UNICEF
1.3.7 Suivi de proximité						■	■	■	■	■	■	■	■	■	MEN MJSAC MCCRNSD UNESCO
Résultat 1.4: Les activités du projet sont exécutées, suivies et évaluées															
1.4.1 Appui technique, administratif et logistique à l'organisation/l'exécution des activités opérationnelles	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	MEN MJSAC MCCRNSD UNESCO
1.4.2 Revue comité de pilotage, missions de suivi	■			■		■				■				■	MEN MJSAC MCCRNSD UNESCO UNICEF UNHCR
Objectif spécifique 2 : Renforcer l'éducation en faveur de la paix, la réconciliation, la citoyenneté, l'éducation civique en milieu scolaire par la mise en œuvre de 175 écoles la paire éducation au niveau de 75 écoles du secondaire et normales (mêmes écoles que les enseignants)															
Promouvoir la culture de la paix et la cohésion sociale dans les 5 préfectures retenues pour ce projet															
Résultat 2.1 : Les supports de formation des pairs éducateurs sont conçus et produits															
Les créations artistiques, les reportages et les films éducatifs sont réalisés et diffusés.															

**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX
ANNEXE 1**

RÉSUMÉ DU PROJET

Numéro et intitulé du Projet:	Éducation à la Citoyenneté et Promotion de la Culture de la Paix pour la Coexistence Pacifique dans les communautés et les écoles (ECPCPCP)			
Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):	UNESCO UNHCR UNICEF			
Partenaire(s) d'exécution:	Ministère de L'Éducation Nationale Ministère de la Communication du Civisme de la Réconciliation Nationale et du Suivi du Dialogue Ministère de la Jeunesse des Sports des Arts et de la Culture Ministère des Affaires Sociales et de la Famille ONGs Internationales et nationales ; Opérateurs culturels			
Budget Total Approuvé:	1 500 000 USD			
Zone d'intervention:	Ouham, Ouham Pende, Nana Gribizi, Bamingui Bangoran			
Durée	UNESCO : Octobre 2010 - Mars 2012 UNCHR : Octobre 2010 - Septembre 2011 UNICEF : Octobre 2010 - Septembre 2011			
Date d'approbation/Comité de Pilotage:	10/08/2010	Date de transfert de fonds par MDTF	Date de démarrage des activités:	Oct 2010
Description du Projet	<p>Coût Total du Projet : USD 1 834 330</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contribution UNESCO : 10 000 • Contribution UNHCR : 110 081 • Contribution UNICEF/CERF : 214 249 • Contribution du PBF : 1 500 000 • Contribution du Gouvernement : • Autres contributions : <p>Montant demandé : USD 1 500 000</p> <ul style="list-style-type: none"> • UNESCO : 500 000 • UNHCR :500,000 • UNICEF : 500,000 			
1. Formation à la citoyenneté d'au moins 1 000 enseignants (dont 350 Encadreurs de Proximité) du F1 et F2 de l'ENI/ENS dans les zones de conflits et de post-conflits				
2. Promotion de la culture de la Paix par la mobilisation et la responsabilisation des communautés artistiques, intellectuelles, des associations des jeunes et des opérateurs culturels à la promotion de la culture de la paix en vue d'aboutir à la réconciliation nationale.				
3. Coexistence pacifique parmi les populations, par la promotion de la culture de la paix, la tolérance, le dialogue social et la communication inter- et intra-communautaire.				
4. Facilitation et rétablissement de l'accès à une éducation inclusive de qualité pour environ 17 000 enfants dans 53 écoles dans l'Ouham.				

Domaine Prioritaire PBF et Résultats:**Axe prioritaire 3 : Pôles de développement et revitalisation des communautés affectées par les conflits :**

Résultats : Les jeunes (filles et garçons) sont sédentarisés dans leurs zones d'origine ; Les communautés sont responsabilisées dans le maintien de la paix ;

Les populations vulnérables (enfants associés aux forces et groupes armés, les femmes ; les victimes de VSBG, etc.) ressentent les dividendes de la paix dans leur milieu ;

Les élèves éduqués dans la citoyenneté. Ils serviront de relais vers leurs communautés en qualité de messagers de la paix. ; la cohésion sociale intra et intercommunautaire est renforcée au niveau des autorités administratives et locales, leaders, chefs traditionnels, organisations féminines et de jeunesse, les associations et ONG, les antennes de réconciliation nationale ; les groupes armés et les chefs politiques des zones retenues sont formés, mobilisés et adoptent des comportements responsables en matière de promotion de la paix, de renforcement de la cohésion sociale et de coexistence pacifique.

Extrants et activités clés

Extrant 1 : Information et sensibilisation des parties prenantes (Elèves, enseignants, parents d'élèves, délégués et chefs d'antennes de réconciliation, leaders d'opinion, des associations des jeunes et des femmes

Sur le projet, l'approche éducation à la citoyenneté et promotion de la culture de la paix.

Extrant 2 : Réalisation et production des guides, supports de communication et de formation, les livrets, fiches d'information, les films éducatifs, les œuvres artistiques à l'attention des enseignants et des artistes

Extrant 3. Formation des élèves, les enseignants, les délégués, les chefs d'antenne de la réconciliation et les leaders

d'association des jeunes, les facilitateurs régionaux, les autorités locales, les leaders communautaires, les groupes armés et les femmes.

pacifique

Approvisionnement:**Coût Total du Projet : USD 1 834 330**

- Contribution UNESCO : 10 000
- Contribution UNHCR : 110 081
- Contribution UNICEF/CERF : 214 249
- **Contribution du PBF : 1 500 000**